

Publié le 5 février 2021

## **Du jamais vu : l'archevêque de Chicago utilise Twitter contre le président de la Conférence épiscopale américaine**

*À l'occasion de l'investiture du nouveau Président américain, une vive tension s'est produite au sein de la Conférence épiscopale américaine, Mgr Cupich utilisant Twitter pour marquer sa différence par rapport à son président, Mgr Gomez, au sujet de la politique annoncée par le catholique Joe Biden sur l'avortement. Des tweets très peu likés par ses confrères... N'ayant réussi à rallier à lui que la presse progressiste, Mgr Cupich devra très probablement envisager son avenir sous d'autres cieux !*

Le 20 janvier dernier, Joe Biden étendit sa main sur une vieille Bible appartenant à sa famille depuis 1893 et prononça ce serment : «*Joseph Robinette Biden, Jr., do solemnly swear that I will faithfully execute the office of President of the United States, and will to the best of my ability, preserve, protect and defend the Constitution of the United States. So help me God*»<sup>1</sup>.

Lors de son investiture, l'allocution prononcée par le Président Biden mit un fort accent sur la nécessité de l'unité de la nation, axée fondamentalement sur la démocratie : le peuple a parlé, la volonté du peuple a été entendue, et nous avons le devoir de préserver cette unité sacrée. Car il y a urgence de combattre le péril de la désunion. Il y a beaucoup à réparer, beaucoup à restaurer, beaucoup à guérir, beaucoup à construire, beaucoup à gagner. Peu de périodes dans notre histoire ont fait face à une tel défi, à des difficultés aussi grandes que celles par rapport auxquelles nous devons agir. Nous faisons face à l'injustice raciale, à la survie de la planète, à l'extrémisme politique représenté par la domination de la race blanche, au terrorisme domestique, à la perte de la responsabilité de la dignité humaine. Pour sauvegarder la démocratie il faut l'unité, l'unité, l'unité.

Ce discours très polémique et axé sur la critique politique de son prédécesseur – qui n'assistait pas à l'investiture – était une tentative de la part du nouveau président pour montrer sa capacité à neutraliser les forces politiques de son adversaire, alors qu'il sait que beaucoup d'électeurs amers quant à la défaite de Trump sont loin de vouloir adhérer à un Président à qui le vote populaire n'est pas très majoritairement acquis.

### **La déclaration des évêques américains**

Cependant, dans l'après-midi de ce même jour, un autre son de cloche ou de «tocsin» parvenait aux oreilles du Président : la déclaration des évêques américains envoyée par le président de la Conférence épiscopale, Mgr José Gomez, archevêque de Los Angeles. Cette déclaration, si elle

---

<sup>1</sup> - «Je jure solennellement que je remplirai fidèlement la fonction de Président des États-Unis et que je préserverai, protégerai et défendrai au mieux de mes capacités la Constitution des États-Unis. Que Dieu me vienne en aide.»

comporte une partie diplomatique (félicitations pour le nouveau président à l'occasion de sa victoire électorale et assurance des prières de toute l'Église pour que son mandat produise de bons fruits) n'en contenait pas moins un énoncé des conditions dans lesquelles l'épiscopat collaborerait à son action politique.

Bien sûr, on se réjouit que Joe Biden soit, dans toute l'histoire de l'Amérique, le deuxième président catholique. Mais cette appartenance ne lui vaut pas pour autant une adhésion inconditionnelle. Bien au contraire ! L'action des évêques n'est pas d'abord politique ; elle doit être d'abord et exclusivement soumise à l'Évangile et ordonnée à «guider les consciences» dans le respect de la dignité de l'homme qui, quel qu'il soit, est avant tout une image de Dieu, est-il rappelé. C'est à cette lumière que doivent être interprétées les grandes valeurs des actes fondateurs de l'Amérique (la Déclaration de l'Indépendance et le Bill of rights<sup>2</sup>, et non uniquement selon les exigences de la démocratie.

---

L'action des évêques n'est pas d'abord politique ; elle doit être d'abord et exclusivement soumise à l'Évangile et ordonnée à «guider les consciences».

---

Mgr Gomez ajoute que «depuis plusieurs années, nous tentons de guider les consciences des catholiques et de tous les hommes de bonne volonté pour qu'ils respectent les principes moraux qui permettraient une meilleure société humaine, et nous essayons de guérir ses maux : l'avortement, l'euthanasie, la peine de mort, le refus du droit naturel à l'immigration, le racisme, l'inattention à l'environnement, le besoin d'une réforme de la justice pénale, le développement économique et la paix internationale<sup>3</sup>». À certains moments, nous sommes du côté des démocrates, à d'autres nous appuyons les républicains. Mais nous sommes avant tout catholiques, et nous cherchons avant tout à suivre Jésus Christ et sa vision d'une société fraternelle.

>> **À lire dans la SRP : «[Faut-il refuser la communion eucharistique à Joe Biden ?](#)»**

Tout en saluant sa piété et le témoignage qu'il donne de sa foi personnelle, l'épiscopat fait remarquer à Joe Biden que les politiques qu'il propose et appuie sont en contradiction avec les principes moraux de la religion qu'il professe. Ce sont des maux qui menacent la vie humaine et sa dignité<sup>4</sup>, tels que l'avortement, la contraception, le mariage homosexuel et le *gender*. Et Mgr Gomez de continuer en insistant sur le fait que, pour les évêques américains, l'avortement est l'une de leurs premières préoccupations morales. L'avortement n'est pas uniquement une question personnelle ; il est la source des troubles profonds dans la société, il méprise les valeurs de la famille, de la fraternité, de l'intégration sociale. Il est contre la justice sociale.

L'unité sociale que vise le président Biden, il est urgent de la recréer. Mais elle ne peut s'établir que dans la collaboration avec les Églises, dans le respect de leur liberté religieuse, de leurs principes moraux et de la grâce de Dieu.

---

2 - La Charte des droits de l'Homme.

3 - Voir : Archbishop GOMEZ, *Statement on Inauguration of President Biden*, In *Origins*, CNS (Catholics News Service) 4 février 2021, vol. 50, n° 36.

4 - «So, I must point out that our new president has pledged to pursue certain policies that would advance moral evils and threaten human life and dignity».

## La bataille s'engage entre Mgr Cupich et Mgr Gomez

Ce discours courageux allait devenir l'occasion d'une belle bataille. Aussitôt l'allocution de Mgr Gomez connue, dans l'après-midi même, le cardinal Cupich, archevêque de Chicago, déclarait sur son compte personnel Twitter que ce discours de Mgr Gomez était «*ill-considered*» (inapproprié) et que le président de la Conférence épiscopale avait passé outre la procédure normale : les évêques n'auraient eu que quelques heures avant l'investiture pour approuver le texte de Mgr Gomez. Mais rien ne dit qu'ils ne l'ont pas fait !

Ce premier *tweet* fut suivi de trois autres, dans lesquels Mgr Cupich tenta d'attirer un certain nombre d'évêques dans ses protestations, soulignant que non seulement Mgr Gomez avait passé outre les règles de la procédure, qu'il était inusité que les évêques attaquent ainsi le Président et qu'il faudrait prendre le temps de créer un comité qui, peu à peu, ferait comprendre au Président la position des évêques catholiques... Comme si Biden ne la connaissait pas<sup>5</sup> !

Manifestement, le cardinal Cupich – appuyé par le cardinal Tobin, archevêque de Newark – a tenté d'attirer un certain nombre d'évêques à sa suite. Mais il n'a pas réussi. Les évêques s'en sont tenus aux résolutions prises lors de leur assemblée générale de l'automne, pendant laquelle un comité a été créé pour évaluer les projets du président Biden. Mgr Gomez avait alors dit que certains projets de loi étaient les bienvenus, par exemple la

---

Manifestement, le cardinal Cupich a tenté d'attirer un certain nombre d'évêques à sa suite. Mais il n'a pas réussi.

---

réforme des lois sur l'immigration, une aide plus importante pour les réfugiés et les pauvres, des mesures contre le racisme et les questions écologiques. Mais il avait ajouté que certaines politiques étaient contre les valeurs que les catholiques chérissent. Par exemple le rappel de l'amendement Hyde<sup>6</sup> et le maintien du jugement autorisant l'avortement, *Roe vs Wade*.

Devant les attaques de Cupich, George Weigel a lui aussi protesté, en disant que la déclaration faite par Mgr Gomez dans l'après-midi du 20 janvier était en tout conforme à l'assemblée épiscopale de l'automne dernier, et qu'elle reflétait le travail du groupe spécial créé et voté lors de cette assemblée. C'est pourquoi, a-t-il ajouté, les critiques de Cupich n'ont aucun fondement<sup>7</sup>.

Si les journaux réputés conservateurs ont eu la partie belle en raison de la faiblesse des tentatives du cardinal Cupich, les journaux de gauche, n'ayant aucun argument immédiat pour soutenir l'archevêque de Chicago, se sont repliés sur des considérations historiques et idéologiques. Ainsi,

---

5 - Voir : Joan Frawley Desmond, «*Ill-Considered*? Cardinal Cupich's Tweets Get Few 'Likes' Among Bishops», [National Catholic Register](#), 3 février 2021.

6 - En 1976, Henry Hyde, un avocat *pro-life*, présenta une modification de la loi pour restreindre l'utilisation des subsides fédéraux uniquement aux cas où la vie de la mère était en danger et, plus tard, aux victimes de viol ou d'inceste. L'amendement fut voté en septembre 1976 par 312 voix contre 93. Un fruit remarquable en fut une chute considérable des avortements subventionnés par les fonds fédéraux : de 300 000 par an, on passa à quelques milliers. En 1997, le parti démocrate tenta de faire abroger les restrictions de subsides, mais le vote échoua devant le Sénat (Voir dans la Smart Reading Press du 11 décembre 2020 l'article d'Aline Lizotte : «[Faut-il refuser la communion eucharistique à Joe Biden ?](#)»)

7 - George Weigel, «*Cardinal Cupich's Criticisms of Archbishop Gomez are Baseless*», [National Catholic Register](#), 23 janvier 2021.

dans l'éditorial du 29 janvier de la revue *Commonweal*<sup>8</sup>, l'auteur refait l'historique de l'américanisme, condamné par Léon XIII dans deux encycliques, *Longinqua oceani* (1895) et *Testem benevolentiae nostrae* (1899). Ces deux documents du Saint-Siège demandaient aux catholiques de faire attention au modèle américain de libéralisme religieux et de séparation de l'Église et de l'État. Selon l'auteur, les catholiques ont tellement bien suivi les enseignements de Léon XIII qu'ils auraient inventé un catholicisme «*sui generis*» faisant de l'Église américaine une Église séparée du Vatican. Il faut comprendre que le lien avec le Vatican devient le signe d'un catholicisme progressiste !

Même son de cloche dans le *National Catholic Reporter*, dont l'éditorial un peu plus agressif<sup>9</sup>, sous le titre «*It's the time for the Vatican to investigate the US bishop's conference*», demande au pape François d'instituer une visite apostolique de l'Église américaine pour trouver ce qui n'y va pas. Lors de la Première Guerre mondiale, elle était un modèle de coopération et d'audace nationale. Elle serait devenue aujourd'hui un symbole de division et de nuisance nationale. Les évêques ont trop remercié Donald Trump pour ses discours contre l'avortement et son soutien aux groupes «*pro life*», ils ont aliéné l'Église américaine, qui a perdu sa liberté<sup>10</sup> !

Rappelant qu'en 2012, deux officiels du Vatican ont lancé une longue enquête contre les religieuses américaines pour détecter les dangers d'infiltration d'une mentalité sécularisée, le même article suggère qu'une longue enquête devrait être faite pour purifier les évêques sécularisés par le «Président le plus catastrophique de l'histoire américaine». Accepter la politique *pro life* du Président Trump, c'est pervertir l'Église américaine. Et non seulement les évêques l'ont pervertie, mais ils seraient maintenant en rupture avec les politiques du Vatican et défiants par rapport aux enseignements du pape François. Car considérer que la lutte contre l'avortement est un objectif premier et qu'il est plus important que la justice sociale, ce serait aller contre l'esprit de renouveau du pape actuel. François trouverait plus importantes les politiques qui prônent l'égalité sociale ; elles auraient la primauté de son action apostolique et catholique.

## Quel avenir pour le cardinal Cupich ?

Que devient le cardinal Cupich dans tout cette agitation qu'il a soulevée ? Le mercredi 20 janvier, il lançait ses *tweets* ; le lendemain, il partait pour Rome, convoqué à une réunion à la Congrégation des évêques. Le samedi, il était reçu par François. Or, ce n'était pas pour discuter de l'affaire du discours de Mgr Gomez, c'était – nous explique la Catholic News Agency, souvent bien informée des bruits qui circulent dans les couloirs du Vatican – pour discuter de son avenir. Il semblerait que cet avenir serait maintenant à Rome. Car force est de constater que si le pape François a nommé Blase Cupich et Joseph Tobin pour influencer sur l'Église américaine et la rendre plus docile à ses propres

---

Force est de constater que si le pape François a nommé Blase Cupich et Joseph Tobin pour influencer sur l'Église américaine, cette politique a échoué.

---

8 - *Commonweal*, 29 janvier 2021.

9 - Voir [ncronline.org](https://www.ncronline.org).

10 - Voir : *National Catholic Reporter*, CNS- 564313.

préoccupations, cette politique a échoué. Les diverses assemblées de la Conférence américaine n'ont jamais donné à ces deux évêques des responsabilités importantes au sein du pays. Ce dernier échec est assez cuisant pour l'ami du pape.

La carrière épiscopale de Mgr Cupich permet de se rendre compte de son profil. Nommé évêque par le pape Jean Paul II en 1998, pour succéder à Mgr Charles Chaput à Rapid City dans (South Dakota), il migre à Spokane en 2010. En 2014, il est nommé archevêque de Chicago, au moment du départ à la retraite du cardinal George. Avant d'accéder à cette responsabilité, il était connu pour ne pas aimer les traditionalistes et pour combattre autant qu'il le pouvait les manifestations des «*pro life*». Il faillit être nommé délégué au Synode de 2015 sur la famille. La conférence épiscopale le refusa de peu, mais sa nomination par le pape fit qu'il y participa. Il fut l'un de ceux qui soutenaient qu'en certaines circonstances, les divorcés remariés peuvent communier.

Après le Synode, le pape chargea Mgr Cupich de plusieurs missions en Amérique latine, pour faire accepter l'exhortation synodale *Amoris lætitia*. En 2010, le pape le nomma membre du Conseil des cardinaux au Dicastère des évêques ; il remplaça le cardinal Raymond Burke, dont le mandat ne fut pas renouvelé. Toutes ces missions semblent indiquer qu'il plairait à François, qui verrait en lui le modèle de l'évêque qui convient à l'Église. Cette amitié est-elle suffisante pour faire de Blase Cupich le futur préfet de la Congrégation des évêques, après le départ du cardinal Ouellet, qui aura 77 ans le 5 février prochain ? Ce sont les bruits qui courent dans les corridors du Palais apostolique. Cependant, ce genre d'amitié a souvent un côté très négatif, et les bruits ont quelquefois des significations décevantes.

Quoi qu'il en soit, l'échec de Blase Cupich est peut-être un motif suffisant pour lui faire quitter l'Amérique et le promouvoir ailleurs. Les évêques des États-Unis pourront former une conférence plus unie. Mais ils ne sont pas au bout de leurs peines. Leur tâche est lourde ; ils devront se libérer des suites de l'affaire McCarrick et surtout soutenir un dur combat contre une politique qui, depuis 1973, en quarante-huit ans, a entraîné la mort de 50 millions d'enfants dans le monde.

Depuis quand désobéit-on au Vatican quand on cherche à délivrer un pays de ce poids trop lourd : la mort provoquée de l'enfant dans le sein de sa mère ?

Aline Lizotte

Retrouvez cet article sur [srp-presse.fr](http://srp-presse.fr)